

Finances

Une voix: Nous ne voulons pas vous voir en fixer le cours.

M. Chrétien: Ils affirment que la crise est attribuable à la politique monétaire du gouvernement. Je les ai écoutés très attentivement pendant les quarante-cinq dernières minutes et ils n'ont pratiquement pas parlé de cela. Je n'attends pas trop des néo-démocrates car ils savent qu'ils resteront toujours dans l'opposition. Mais lorsque le chef de l'opposition me dit de prendre ma tâche au sérieux, je voudrais qu'il sache que lui-même a le devoir d'être sérieux. Il y a une dizaine d'années, alors que s'était posé un problème semblable, je me souviens que le député de Halifax (M. Stanfield) avait agi comme un chef d'opposition sérieux. Il avait dit au peuple canadien qu'il devait payer le prix d'une situation très délicate et il avait agi comme un bon citoyen préoccupé de l'avenir économique de son pays.

Des voix: Bravo!

Une voix: Ce n'est pas ce que vous avez dit en 1974.

M. Chrétien: Je voudrais que le chef de l'opposition officielle se montre également à la hauteur de sa tâche surtout s'il veut que ses concitoyens voient en lui un futur chef de gouvernement digne de ce nom. Naturellement, il aime mieux marquer quelques petits points politiques contre le gouvernement et contre le ministre des Finances. Je suis capable de me défendre. Il m'est assez facile d'expliquer les politiques du gouvernement.

Les politiques monétaires du gouvernement sont les mêmes depuis longtemps. Parce que nous laissons flotter le dollar canadien, c'est le jeu du marché qui établit la valeur réelle de notre devise par rapport aux autres. J'ai répété à maintes reprises que le dollar canadien devait poursuivre sa baisse car les Canadiens depuis des années sont en train de succomber à la concurrence des marchés mondiaux. Il faut finir par s'ajuster à cette situation. Depuis novembre 1976, la valeur du dollar canadien qui affichait alors \$1.03 par rapport au dollar américain, n'a pas cessé de baisser.

● (2052)

Pour plusieurs raisons, nous avons cessé d'être concurrentiels sur les marchés internationaux. Les salaires canadiens sont supérieurs à ceux de notre principal partenaire commercial, les États-Unis, dans bien des domaines. Dans ma circonscription par exemple, les ouvriers des usines de papier touchent \$1.50 ou \$1.75 de plus que leurs homologues américains. Ils se sont trouvés dans une situation très difficile lorsqu'ils ont été mis à pied pour plusieurs semaines l'été dernier, parce que leur industrie n'était plus compétitive. Nous sommes actuellement dans une phase d'ajustement.

Et en outre il y a un élément nouveau qui aggrave l'incertitude économique. Beaucoup d'étrangers s'interrogent sur l'avenir du pays. Il suffit d'aller à New York, à Chicago, à Los Angeles ou à San Francisco, comme je le fais depuis deux ans, pour constater qu'on se pose bien des questions sur l'avenir du Canada. Pour certains ce problème n'est pas grave.

[M. Chrétien.]

Je suis allé deux fois à New York depuis janvier. Pour parler de la situation de notre économie, et de ses perspectives et ainsi de suite. La seule question que les investisseurs m'ont posée était la suivante; «Et l'unité du Canada?» Voilà la vérité. Je suis allé là-bas dire ce que je pense. Que notre pays a un avenir fantastique, à condition que ce problème puisse être résolu.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Si nous faisons preuve de bon sens, nous trouverons une solution. Je ne crains pas l'avenir. Nous allons nous tenir les coudes. Alors que le dollar est aujourd'hui au même niveau exactement qu'en octobre dernier, ce n'est pas faire preuve de bon sens que de parler de crise. Nous avons le même problème il y a cinq mois. Ce manque de bon sens ne fait pas honneur au chef de l'opposition (M. Clark) qui aspire à devenir premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Il y a certaines difficultés touchant le dollar canadien.

Mlle MacDonald: Comment peut-on dire ça!

M. Chrétien: Oui, je reconnais que nous sommes en difficulté. Comme on laisse flotter le dollar, on demande au gouverneur de la Banque du Canada d'intervenir sur le marché afin de s'assurer que ce dernier fonctionnera normalement. Le change de dollars canadiens en dollars américains et inversement, fait l'objet de spéculations. Le gouverneur a le devoir d'intervenir dans ce domaine. J'ai été sidéré cet après-midi d'entendre un diplômé du London School of Economics, le chef du Nouveau parti démocratique, parler de dépenses pour maintenir le dollar. Il devrait savoir qu'il ne s'agit pas là d'une dépense. Il ne s'agit que d'un échange de dollars américains pour des dollars canadiens, et inversement. Il n'y a aucune perte en cause. Il est étonnant qu'il prenne la parole pour donner l'impression que nous dépensons des dollars pour maintenir le dollar canadien plutôt que d'investir ces sommes à la création d'emplois. Quand je n'étais qu'avocat dans une petite ville, je savais cela depuis longtemps.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Le gouverneur doit intervenir de temps à autre sur le marché des changes pour le faire fonctionner normalement. Nous l'avons fait chaque mois depuis que le dollar canadien a commencé à baisser en novembre 1976. C'est son rôle. C'est le mandat que lui a donné le Parlement.

Le leader de l'opposition prétend que je n'ai pas répondu à sa question lundi, quand il m'a demandé si j'avais l'intention de retirer quelque argent du crédit que nous avions obtenu. J'en avais discuté dans la matinée avec le gouverneur. Il était entendu que nous ne le ferions pas. Par la suite des questions malencontreuses posées par les députés de l'opposition, le marché a fluctué hier, et le gouverneur a dû intervenir. En novembre 1977, nous avons mentionné que nous disposions d'un crédit que nous pourrions utiliser au besoin.